

Royaume-Uni : panique dans le camp du « in »

Peu investi dans la campagne, Jeremy Corbyn est critiqué alors que les sondages sont en faveur du « out »

LONDRES - *correspondant*

Surtout, dissiper l'impression de panique. « *Les sondages ? Je n'y prête pas tellement attention*, affirme contre toute évidence James McGrory, porte-parole de la campagne Britain Stronger in Europe installé dans un immeuble de la City, qui héberge un centre d'appels pro-Union européenne (UE). *Ils montent et descendent et se sont plantés aux élections de 2015.* » Mais tout porte à croire au contraire que l'alarme a bien sonné dans le camp du « in » (« rester dans l'UE »), mardi 14 juin, à neuf jours du référendum sur le maintien ou la sortie (« Brexit ») du Royaume-Uni au sein de l'UE.

Désespérément plat depuis des mois, le sismographe des enquêtes d'opinion s'est mis soudain à s'affoler, faisant chuter la Bourse de Londres et la livre sterling. Coup sur coup, quatre enquêtes d'opinion ont donné gagnant les partisans du « Brexit » avec une confortable marge inédite : 54 %-46 % pour le *Times*, 53 %-47 % pour la double enquête (par téléphone et Internet) du *Guardian*, 55 %-45 % pour *The Independent*.

Corbyn sort du silence

Pour les proeuropéens, cette volée de chiffres n'est pas totalement une surprise. Les échos du porte-à-porte dans les villes défavorisées du nord de l'Angleterre rapportaient l'accueil froid, voire hostile, réservé aux militants du « in ». Loin de la bulle cosmopolite et libérale de Londres, l'opinion populaire tend à adhérer au message central du « out » qui pré-

sente la sortie de l'UE comme le plus sûr moyen de stopper l'afflux de travailleurs est-européens.

Alors que la campagne a été monopolisée par le duel entre les frères ennemis conservateurs, le premier ministre, David Cameron (« in »), et l'ex-maire de Londres Boris Johnson (« out »), les sondages

C'est l'ancien premier ministre Gordon Brown, qui mène la campagne la plus enthousiaste pour le maintien dans l'Union européenne

confirment la glissade vers le « out » des électeurs de gauche. Plus d'un sympathisant du Labour sur trois (35 %) se prononce pour le Brexit, alors que leurs voix sont indispensables pour faire pencher la balance en faveur de l'Europe et compenser l'eurosepticisme des électeurs conservateurs dont 54 % approuvent le « Brexit ».

Cette faiblesse du Labour met directement en cause l'attitude de son chef, Jeremy Corbyn, euroseptique contrarié qui, absent de tous les débats télévisés, défend le vote « in » du bout des lèvres. Lors de l'une de ses rares prestations dans une émission de divertissement, il a évalué à « 7,5 sur 10 » son degré d'enthousiasme pour le maintien de son pays dans l'UE.

Comme s'il s'agissait d'une élection et non d'un référendum, il refuse systématiquement toute apparition avec David Cameron et ne se prive pas de critiquer le gouvernement à propos de l'Europe. Comme s'il oubliait que la victoire du « Brexit » risquait d'amener l'ultralibéral et antieuropéen Boris Johnson au pouvoir.

Mardi, M. Corbyn, critiqué en interne par les députés travaillistes, pro-UE à 96 %, est sorti du silence en prenant la parole devant les militants de la confédération syndicale Trade Union Congress (TUC, 6 millions d'adhérents). « *Voter "out", c'est mettre en péril le National Health Service [NHS, le système de santé]* », a-t-il lancé en qualifiant les porte-drapeaux du « out » Boris Johnson et Nigel Farage de « *lousp habillés en moutons* ».

Ces derniers, qui ont défendu dans le passé la privatisation du NHS, promettent aujourd'hui de le renflouer avec les fonds « *économisés* » grâce à une sortie de l'UE. L'espace de quelques heures, David Cameron s'est abstenu d'apparaître dans les médias afin de ne pas parasiter les efforts de mobilisation du Labour.

Promesses de largesses

Reflète de l'étrange mise en retrait de Jeremy Corbyn, c'est l'ancien premier ministre Gordon Brown qui mène la campagne la plus enthousiaste en faveur du maintien dans l'UE. Resté dans les mémoires pour avoir « sauvé » l'Écosse de l'indépendance lors d'un discours à la veille du référendum de 2014, il s'est lancé dans une tournée de conférences passionnées.

Sur le thème « *Lead, not leave* » (le Royaume-Uni doit diriger l'Europe et non la quitter), il y développe l'une des très rares défenses de l'idée européenne entendues dans cette campagne. « *Quel message enverrions-nous au monde, clame-t-il, si nous, les Britanniques, qui nous considérons comme*

l'un des peuples le plus ouvert sur le monde (...) décidions de tourner le dos à nos plus proches voisins ? »

Alors que M. Corbyn a toujours estimé que le Royaume-Uni « *ne peut pas et ne doit pas* » fermer ses frontières aux travailleurs européens, ses opposants modérés au sein du Parti travailliste, alarmés par les protestations de leurs électeurs, durcissent leur discours sur

l'immigration. Tom Watson, le numéro deux du Labour, a déclaré mardi que les règles sur la libre circulation en Europe « *devront être réexaminées* », suggérant que le Royaume-Uni devrait en prendre l'initiative lorsqu'il assurera la présidence de l'UE en 2017. Mais il n'est pas sûr que le réveil tardif du Labour sur la question de l'immigration empêche la catastrophe que les sondages annoncent pour les proeuropéens.

Pendant ce temps, le camp pro-Brexit multiplie les promesses de largesses budgétaires grâce à « *l'argent de Bruxelles* », comme s'il dirigeait déjà le pays. Et savoure le réel succès de son slogan « *Take control* » (« Prenons le contrôle ») qui, dans ses discours, s'applique aux frontières du pays, mais pourrait décrire aussi sa propre emprise sur la campagne du référendum. ■

PHILIPPE BERNARD

Les marchés financiers sous pression

La Bourse de Londres a terminé en chute de 2 %, celle de Paris a signé sa cinquième séance consécutive de baisse mardi 14 juin (-2,29 %). Wall Street finit à -0,33 %. « *L'affolement avant le vote sur un "Brexit", la semaine prochaine, se manifeste par une fuite vers les valeurs refuges* », a résumé Art Hogan, de l'agence de courtage Wunderlich Securities, soulignant qu'il s'agissait de la quatrième séance de baisse consécutive pour les principaux indices aux États-Unis. La livre sterling était particulièrement sous pression sur les marchés des changes. Les derniers sondages pèsent « *encore plus lourdement* », a commenté Simon Smith, analyste chez FXPro.

Le pessimisme gagne Bruxelles

JUSQU'À TOUT RÉCEMMENT, pas grand monde à Bruxelles ne croyait au scénario du « Brexit ». Ce sera serré, mais ça finira par passer, répétaient nombre de fonctionnaires et de diplomates, confiants dans la rationalité des citoyens britanniques. « *L'enjeu est trop considérable, les Britanniques se ressaisiront* », nous confiait un dirigeant européen.

Mais les sondages, désormais plutôt en faveur de la sortie, le ralliement du quotidien britannique *The Sun*, le thème de la migration, qui prend le pas sur les considérations économiques, ont eu raison de l'optimisme ambiant. Au Conseil européen, à la Commission, l'angoisse monte... Et on prend ses dispositions. « *La dynamique n'est pas bonne et on approche du point de non-retour* », glisse un diplomate européen, mardi 14 juin.

Du coup, si publiquement, les mots « Brexit » ou « plan B » sont toujours tabous, en privé, les officiels se lâchent. Plus personne ne refuse de parler du jour d'après. La Banque centrale européenne indique qu'elle soutiendrait les marchés aux

côtés de la Banque d'Angleterre. Certaines réunions sont d'ores et déjà évoquées, les esprits se préparent. Le Conseil européen des 28 et 29 juin ? Beaucoup imaginent que ce sera le moment, pour le premier ministre britannique, David Cameron, de faire sa demande officielle de divorce, en sollicitant l'activation de l'article 50 du traité de l'UE. On discute d'une réunion des « sherpas » des gouvernements, le 26 juin, préparatoire à ce conseil décisif.

« Préparez-vous à un été très chaud »

Les diplomates pronostiquent déjà un autre rendez-vous des chefs d'Etat et de gouvernement. « *Fin juillet, préparez-vous à un été très chaud* » pour l'un, « *ou début septembre* », suggère un autre. Le président du Conseil européen Donald Tusk – qui a prédit, dans *Bild*, « *le début de la destruction de l'UE mais aussi de la civilisation occidentale* », en cas de Brexit –, aurait prévu de consulter les dirigeants européens juste avant le vote britannique pour tenter de mettre tout le monde d'accord sur une déclaration commune.

« *Il sera important de montrer au monde que le référendum a peu d'impact sur l'UE* », glisse une source européenne, « *ce serait dangereux d'appeler à davantage d'intégration, quand les citoyens n'en veulent pas* », avance un diplomate... On cogite aussi pour savoir qui négocierait le divorce d'avec les Britanniques. Une « task force » serait pilotée par le Conseil « *avec des juristes-consultes, parce qu'on n'a jamais eu affaire à une telle situation* », selon une source européenne, « *la Commission gardera un rôle central* », prédit une autre.

La panique n'a certes pas encore gagné le rond-point Schuman, épicentre des institutions européennes. Beaucoup espèrent encore que les sondages se trompent, que le « in » l'emportera. Mais ils éprouvent un sentiment d'impuissance : rien de ce qu'ils pourraient dire ou faire n'aura d'influence sur les votes. « *A moins que le président Hollande appelle les Britanniques à quitter l'UE ? Voilà qui pourrait les convaincre de rester !* », suggère un journaliste anglais. ■

CÉCILE DUCOURTIEUX

(BRUXELLES, BUREAU EUROPÉEN)

L'immigration au cœur du scrutin

Les défenseurs du « out » dénoncent le flux des migrants européens

LONDRES - correspondant

Economie contre immigration. Du poids relatif de ces deux thématiques dans l'opinion britannique dépend le résultat du référendum du 23 juin sur le maintien (« in ») ou la sortie (« out ») de l'Union européenne. Tandis que les proeuropéens brandissent la menace d'une récession économique et d'un effondrement de la livre sterling en cas de rupture avec le marché unique européen, les partisans du « Brexit » répètent que seul un divorce avec l'UE permettra de faire diminuer le flux d'immigration.

Ces derniers rêvent de transformer le référendum en consultation sur l'immigration. S'ils y parviennent, le Royaume-Uni sortira de l'UE tant l'obsession pour les étrangers, martelée depuis des décennies par la presse populaire tabloïd, paraît s'être enkystée chez les électeurs britanniques.

Lundi 13 juin, le *Daily Mail* a fait sa manchette sur « *le complot destiné à faire entrer 1,5 million de Turcs en Grande-Bretagne* », quatre jours après avoir mis à la « une » : « *Le double meurtrier albanais qui a vécu 18 ans dans ce Royaume-Uni aux frontières ouvertes*. » Pour le correspondant du *Monde*, rares sont les interviews de rue sur le référendum où ne surgit pas une ex-

pression telle qu'« *ils* » sont trop nombreux », presque toujours introduite par une excuse de type « *J'adore l'Europe, mais...* ».

Montrer du doigt les Européens

L'ancien maire de Londres, Boris Johnson, qui conduisit la campagne du « out », manie la même rhétorique : « *Comment pouvons-nous contrôler l'immigration tant que nous sommes dans l'UE ?* », interroge-t-il dans sa chronique hebdomadaire du *Telegraph*. *Les partisans du "in" n'ont rien à répondre.* »

Dans le débat référendaire, le mot « migrants » ne désigne pas les Syriens, les Turcs ou les Pakistanaï, dont le statut resterait inchangé en cas de « Brexit ». Il sert à montrer du doigt les Européens installés au Royaume-Uni grâce à la libre circulation dans l'UE et dont les arrivées se sont multipliées du fait de la bonne santé de l'économie et du dumping sur les salaires.

Présentant le pays comme une « *petite île* » victime de sa prospérité à côté d'une zone euro « *en faillite* », les partisans du « Brexit » promettent d'en finir avec la libre circulation, sans préciser le sort qu'ils réserveront aux Européens après avoir actionné le pont-levis.

Peu visionnaire, le premier ministre David Cameron n'avait pas prononcé une seule fois le mot

« immigration » dans le discours de 2013 où il avait promis un référendum sur l'UE. Trois ans plus tard, le mot oublié lui revient comme un boomerang, seriné quotidiennement avec une efficacité certaine. Il faut dire qu'entretiens, il a lui-même allumé la mèche en faisant de la réduction des allocations pour les « immigrés » européens sa principale revendication lors de ses négociations avec Bruxelles.

Tandis que la campagne du « in » dont l'économie est la carte maîtresse n'a convaincu que 19 % des électeurs que leur sort s'améliorerait en restant dans l'UE, les partisans du « out » ont mis dans la tête de 49 % des Britanniques que l'immigration baisserait s'ils rompaient avec l'Union européenne. « *Beaucoup d'électeurs considèrent la sortie de l'UE comme une solution potentielle à ce qu'ils considèrent comme un problème important, l'immigration* », résume John Curtice, professeur de sciences politiques à l'université de Strathclyde et expert le plus écouté en matière d'enquêtes d'opinion.

L'argument est d'autant plus puissant qu'il met en cause la promesse électorale non tenue la plus connue et la plus imprudente qu'avait faite le premier ministre dès 2010 : faire baisser le flux d'im-

migration annuelle en dessous de 100 000. Publiées à la fin mai en pleine campagne, les statistiques pour 2015 – 330 000 entrées dont 184 000 personnes venant de l'UE – ont été du pain bénit pour les

Les « brexiters » présentent le pays comme une « petite île » victime de sa prospérité à côté d'une zone euro « en faillite »

militants du « Brexit ». La défense de M. Cameron, pour qui ces chiffres reflètent l'attrait exceptionnel du pays, peine à convaincre les centaines de milliers de salariés précaires persuadés que les nouveaux arrivants polonais, roumains ou lettons prennent leur travail ou tirent leur salaire vers le bas.

Et les statistiques montrant la contribution nette des immigrés à la richesse du pays n'ébranlent guère les usagers astreints à de longs délais d'attente pour consulter un médecin généraliste, souvent persuadés que les étrangers sont la cause de leurs déboires.

Forte pression

Lundi, une étude publiée par Migration Watch, un groupe de réflexion partisan du contrôle de l'immigration, a fait la « une » des médias en prédisant que l'immigration « pourrait faire augmenter chaque année la population du pays de la taille d'une ville comme Southampton », soit 250 000 personnes, dont 60 % d'Européens, pendant les vingt années à venir. L'étude agite un autre chiffon rouge de la campagne pro-« Brexit »: le déferlement de « 100 000 Turcs par an ».

Car les « brexiters » le répètent: la Turquie est sur le point d'entrer dans l'UE. Ce qui suscite les démentis de Downing Street. Le dernier *Sunday Times* affirmait même que l'ambassade britannique à

Ankara envisageait d'autoriser 1,5 million de Turcs à voyager sans visa dans le sillage de l'accord sur les migrants entre Turquie et UE.

Face à cette forte pression, les partisans du maintien dans

l'Union répètent que le pays perdra son accès au marché unique européen s'il abolit la libre circulation des travailleurs, et que les Britanniques expatriés dans l'UE (plus d'un million) risquent de faire les frais de mesures de rétorsion en cas de « Brexit ». Ils rappellent que le Royaume-Uni ne fait pas partie de l'espace Schengen et que les contrôles à l'entrée du territoire sont donc systématiques. « *Affaiblir notre économie en quittant l'Europe n'est pas la bonne réponse au problème complexe de l'immigration* », a af-

firmé M. Cameron lors de son dernier débat télévisé.

Mais la faiblesse du Labour à convaincre ses propres électeurs, tentés par les explications xénophobes, de suivre son mot d'ordre en faveur du vote « in » préoccupe l'ensemble du camp proeuropéen. Peu présent dans la campagne, le chef des travaillistes, Jeremy Corbyn, défend des positions ouvertes à l'immigration, préférant expliquer les tensions sociales par l'austérité plutôt que par la présence d'immigrés et insistant sur la défense des droits sociaux garantis par l'UE.

Alerté par des rapports internes signalant une fuite d'électeurs vers le camp du « Brexit » pour cause de silence sur l'immigration, le Labour s'est lancé lundi

dans une offensive pour tenter de reconquérir les égarés pendant les dix derniers jours de la campagne.

L'ancien premier ministre Gordon Brown a entamé une brillante tournée proeuropéenne. Il propose de créer un fonds de soutien aux villes sous tension migratoire. « *Nous avons une obligation d'honnêteté sur la nature du monde où nous vivons*, a déclaré pour sa part Hilary Benn, ministre des affaires étrangères du cabinet fantôme du parti d'opposition. *L'immigration continuera, que nous sortions de l'UE ou que nous y restions.* » Cet assaut d'honnêteté suffira-t-il à éviter que trop d'électeurs répondent par le seul prisme de l'immigration à la question sur l'Europe qui leur est posée? ■

PHILIPPE BERNARD

Les partisans du « Brexit » cherchent à séduire les 800 000 électeurs du Commonwealth

Les ressortissants des ex-colonies s'estiment désavantagés par rapport aux travailleurs de l'UE

BIRMINGHAM - envoyé spécial

Citoyen indien, Jaspreet Singh, 21 ans, votera lors du référendum du 23 juin comme tous les citoyens du Commonwealth dotés du statut de résident au Royaume-Uni. Sans hésitation, cet étudiant en management à la City University de Birmingham optera en faveur du « Brexit ». Il considère en effet l'Union européenne comme responsable de la « discrimination » dont il se sent victime.

Bientôt diplômé, Jaspreet Singh s'estime désavantagé dans la course à l'emploi par rapport à ses camarades originaires des autres pays de l'Union européenne. « *Pour m'embaucher, les employeurs doivent effectuer des démarches administratives, payer une taxe pour prolonger mon visa. Les Européens n'ont pas besoin de tout cela. Ils vont me passer devant, fulmine ce garçon souriant qui arbore un turban violet. Si nous sortons de l'UE, je serai plus compétitif sur le marché de l'emploi.* »

Il n'est pas le seul à être sensible

à cet argument et la campagne « Vote Leave » (« Votons pour sortir [de l'UE] ») s'intéresse de près aux quelque 800 000 électeurs issus du Commonwealth. Selon les instituts de sondage, la plus grande partie de cet électorat aux origines variées – Asie du Sud, Afrique, Antilles – s'apprête à voter « in ». En raison de parcours internationaux qui peuvent les rendre plus ouverts sur le monde, mais aussi parce que la campagne du « out » a un parfum de xénophobie, voire de racisme.

« Système injuste »

Mais ces électeurs, comme les citoyens britanniques originaires du Commonwealth, peuvent être sensibles aux sirènes des partisans du « Brexit ». « *Vous ne pouvez pas faire venir votre grand-mère du Pakistan pour un mariage car elle n'obtiendra pas de visa; si elle venait d'Espagne ou de Pologne, vous n'auriez aucun problème* », expliquent-ils en substance en laissant croire que cette situation changerait en cas de « Brexit ».

« *En sortant de l'UE, nous met-*

trions fin à ce système injuste qui nuit à des travailleurs qui parlent notre langue et connaissent notre culture », assure Saqib Bhatti, dirigeant de Musulmans pour la Grande-Bretagne, un groupe affilié à la campagne nationale « Vote Leave » dont l'ancien maire de Londres, Boris Johnson, est la figure de proue. En outre, argumente M. Bhatti, « *le Royaume-Uni serait libre de passer de façon autonome des accords commerciaux avec le Pakistan, le Bangladesh et l'Inde, alors qu'aujourd'hui, il doit obtenir le consentement de l'Union européenne* ».

Priti Patel, ministre de l'emploi de David Cameron mais farouche militante du vote « out » s'est fait la championne de cette rhétorique. Fille d'immigrés indiens expulsés d'Ouganda en 1972, elle a suscité la polémique en affirmant que le « Brexit » permettrait de sauver des restaurants indiens menacés de fermeture faute de pouvoir obtenir des visas pour leurs chefs cuisiniers. Mais elle n'est pas seule à utiliser ce type d'argument. Nigel Farage, le chef

du Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni (UKIP, xénophobe), affirme sans vergogne qu'il « *lutte pour les droits des immigrants du Commonwealth* ». ■

PH. B.

LES CHIFFRES

2,9 MILLIONS d'étrangers

sont originaires de l'Union européenne, dont 853 000 Polonais, sur les 5,3 millions vivant au Royaume-Uni.

1,3 MILLION

de Britanniques

vivent dans un autre pays de l'Union européenne, dont 309 000 en Espagne, 255 000 en Irlande et 185 000 en France.

184 000

ressortissants de l'UE

se sont installés au Royaume-Uni en 2015, tout comme 188 000 migrants d'autres pays du monde.